

3327

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple-Un But-Une Foi

-----  
**AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL**  
Immeuble EPI Rue 1x Boulevard du Sud Point E BP 16 324 Dakar - Tel 865 22 56 - Fax 865 23 76



---

**PROJET FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL**  
Crédit IDA SE-3446

**RAPPORT DE L'EVALUATION DU NIVEAU DE PRISE  
EN COMPTE DES JEUNES DANS LA MISE EN  
ŒUVRE DU PROGRAMME DE FONDS DE  
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**(Version finale)**

**Par : Ousmane SECK, Consultant**

**Février mars 2006**

<b>SOMMAIRE</b>	2
<b>ABREVIATIONS</b>	3
<b>REMERCIEMENTS</b>	5
<b>RESUME EXECUTIF</b>	6
<b>INTRODUCTION</b>	9
Objectifs	9
Choix des localités	13
Méthodologie	10
Constitution des groupes	13
Déroulement	14
<b>I- ANALYSE DES DONNEES ET PRESENTATION DES RESULTATS</b>	15
Ecart entre les situations de 2003 et de 2006	15
Impact des interventions du programme	19
Le renforcement des capacités	19
L'évolution des mentalités et des comportements	20
L'évolution des relations de genre	23
Pertinence et cohérence des microprojets et sous projets	25
L'impact institutionnel	28
Les sous projets	30
Les réseaux de jeunes relais	30
L'impact sanitaire	31
<b>III-RECOMMANDATIONS</b>	32
<b>CONCLUSION</b>	35

## ABREVIATIONS

<b>ADEC</b>	Association pour le Développement Communautaire
<b>AFDS</b>	Agence du Fonds Développement social
<b>AFE</b>	Association pour la Formation et de l'Education
<b>AJND</b>	Association des Jeunes de Nianghal pour le Développement
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>ARECADE</b>	Association des Relais Communautaires d'Appui au Développement
<b>ARCD</b>	Association des Relais Communautaires de Diossong
<b>ARF</b>	Association des Relais de Foundiougne
<b>ARCD</b>	Agence Régionale du Fonds Social
<b>ASC</b>	Association Sportive et Culturelle
<b>CCIV</b>	Comité de concertation inter villageois
<b>CDEPS</b>	Centre départemental d'Education populaire et sportive
<b>CGMP</b>	Comité de Gestion des Micro projets
<b>CL</b>	Collectivités Locales
<b>CNJS</b>	Conseil national de la Jeunesse du Sénégal
<b>CPD</b>	Comité de Pilotage du Développement
<b>CR</b>	Conseil Rural
<b>CRC</b>	Centre de Ressources Communautaires
<b>CTE</b>	Comité Technique d'Evaluation
<b>CTMO</b>	Comité Technique de Mise en Oeuvre
<b>DJOMECE</b>	Djolooff Mutuelle d'Epargne et de Crédit
<b>EPB</b>	Evaluation Participative des Besoins
<b>FRH</b>	Fédération Régionale des Handicapés
<b>GEC</b>	Groupement d'Epargne et de Crédit
<b>GIE</b>	Groupe d'Intérêt Economique
<b>GPF</b>	Groupement de Promotion féminin
<b>LPDSJ</b>	Lettre de politique de développement du secteur Jeunesse
<b>MEC</b>	Mutuelles d'Epargne et de Crédit
<b>MJ</b>	Ministère de la Jeunesse
<b>OADC</b>	Opérateurs d'Appui au Développement communautaire
<b>OAMF</b>	Opérateurs d'Appui à la Micro finance
<b>OCB</b>	Organisation Communautaire de Base
<b>ODC</b>	Organisation et Dynamique Communautaires
<b>ONCAV</b>	Organisme de Coordination des Activités de Vacances

<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PCR</b>	Président de Conseil Rural
<b>PFDS</b>	Programme du Fonds de Développement Social
<b>PNPEJS</b>	Programme National de Promotion de l'Emploi des jeunes au Sénégal
<b>PPJ</b>	Projet de Promotion des Jeunes
<b>SES</b>	Service d'Entraide Scolaire
<b>SFD</b>	Système Financier Décentralisé

## Remerciements

Nous tenons tout d'abord à remercier la Direction Générale de l'Agence du Fonds de Développement social pour la confiance renouvelée sa en nous choisissant pour conduire cette importante mission.

Nous confondons dans les mêmes remerciements les responsables de sous composantes et tout le personnel de l'AFDS, ainsi que les Coordonnateurs des antennes et l'ensemble de leurs collaborateurs.

Les relais communautaires se sont particulièrement investis pour la réussite de cette mission.

Nous tenons également à souligner la collaboration des Chefs de services régionaux de la Jeunesse.

Nous n'aurions garde d'oublier les responsables d'Organisations Communautaires de Base et les populations pour avoir fait preuve de tant de disponibilité.

L'analyse du tableau permet de préciser que ne sont ici que les projets portés directement par des OCB de jeunes. Ils sont différents des micro projets ou sous projets présentés d'autres couches de la population et impactent les conditions de vie de la jeunesse. C'est précisément les cas salles de classe, les structures de santé, les adductions d'eau et les magasins de stockage.

Les activités génératrices de revenus n'ont pas été en reste. En moyenne, deux (02) à trois (03) jeunes ont travaillé dans les différents chantiers de réalisation des micro projets. A Koungheul, le chiffre a atteint au moins cinq (05). Les ont été recrutés principalement comme des manœuvre (maçons, électriciens, plombiers, gardiens, etc. . ou des cuisinières, lingères e femmes de ménage pour les filles ménage.

Plus de deux cent (200) jeunes (garçons et filles) ont bénéficié de ces emplois directs, temporaires. Ces recrutement ont surtout profité à la main d'œuvre locale, sauf, par endroit dans la région de kolda (Sarébidji et Koulandiala) où les corps de métier n'étaient pas toujours disponibles. Toutefois, la constante a été partout de privilégier les jeunes. Cette volonté de responsabilisation de la jeunesse s'est traduite à Koungheul par le choix porté par l'entreprise adjudicataire sur un jeune de la ville comme chef du chantier de réalisation du centre de ressources communautaires de la localité.

Par ailleurs, toutes les zones visités ont bénéficié du financement au moins d'une AGR, qui a permis non seulement de créer des emplois au profit des jeunes, mais également l'autofinancement d'autres sous projets. La réalisation des services sociaux de base : système d'adduction d'eau, infrastructure scolaire (école ou collège), etc. a également connu une nette évolution comparativement à la situation de 2003.

Pendant l'exécution du projets, deux (200) jeunes relais communautaires ont été recrutés et formés comme formateurs. Ils ont eu à assurer, dans ce cadre, la formation des populations à la base sur les thèmes suivants ; organisation et dynamique communautaire, marketing/communication et passation de marché.

A Véligara, Kolda et Koungheul, au moins quinze (15) jeunes ont bénéficié d'un renforcement de capacités qui leur permettront d'assurer l'animation des sections de formation des centres de formation polyvalent. Ce qui leur ouvre des perspectives d'insertion professionnelle à l'ouverture desdits centres.

En vue d'une juste évaluation de ces acquis, la mission a permis de visiter trente deux (32) sous projets\* et vingt trois (23) micros projets\* répartis comme suit selon les régions. Cet échantillon ne représente pas tous les micro projets et sous projets financés. Il ne prend pas non plus en compte les micro projets déjà approuvés et en attente d'être réalisés.

Régions	Sous projets	Nature (Secteur)	Micro projets	Nature (Domaines)
Dakar	00	hydraulique	02	
Fatick	01	Formation professionnelle	07	Restauration
Kaolack	06	Santé communautaire	05	Teinture, Nitration communautaire et Embouche bovine
Kolda	21	Education	06	Embouche bovine et petit commerce
Louga	04	communication	03	Embouche bovine et Pêche
<b>Total</b>	<b>32</b>		<b>23</b>	

\* Les secteurs et domaines des sous projets et micro projets ne correspondent pas nécessairement au nombre ou aux régions.

A titre d'illustration, les micro projets dans la région de Kolda\* ont permis de toucher 10 339 jeunes sur une population totale bénéficiaire de 127525. Soit un taux de 8,62 %.

Hommes	49251	38,62 %
Femmes	67935	8,11 %
Jeunes	10339	53,27 %
<b>Total</b>	<b>127525</b>	

\* Antenne régionale du Fonds de Développement Social de Kolda de Kolda

Ce tableau révèle que les jeunes sont moins pris en compte que les autres couches de la population (femmes et hommes) avec un taux de 8,62 %. Certes, le tableau n'est pas représentatif de la situation nationale car, il ne concerne que la région de Kolda. Mais, il constitue une perspective d'analyse intéressante. Aussi, importe-t-il de préciser que le présent tableau ne concerne que les micro projets portés directement par les OCB de jeunesse, notamment les Associations Sportives et Culturelles.

C'est pourquoi, la prise en compte des jeunes dans la mise en œuvre du projet de fonds de développement social doit moins s'analyser à la lumière du nombre de bénéficiaires que par rapport au recule de la pauvreté dans la jeunesse. L'angle d'analyse pertinente est moins la taille des bénéficiaires que l'impact des micro projets financés.

### 3.2-Impact des interventions du programme

- **Le renforcement de capacités**

Parallèlement au financement de micro projets et/sous projets, l'AFDS a mis en œuvre un vaste programme de renforcement des capacités des bénéficiaires. Plus de deux cent jeunes relais communautaires (garçons et filles) ont été formés dans ce cadre. Forts de ces nouvelles capacités, quarante jeunes relais ont été chargés d'assurer la formation d'autres bénéficiaires, notamment dans les domaines suivants : passation de marché, organisation et dynamique communautaire, gestion financière et marketing/communication.

La pertinence de l'approche est réelle car outre le fait qu'il s'agit d'une demande des communautés, les formations visaient à mieux outiller ces dernières pour permettre une exécution efficace des projets. C'est pourquoi, toutes les formations ont porté sur des domaines en rapport avec cet objectif : ODC, passation de marchés, gestion administrative et financière, planification, et la transformation de produits locaux.

Ce programme est complété par des sessions spéciales consacrées à des thèmes portant sur les futurs programmes des centres de formation polyvalent : teinture, électricité, couture, micro jardinage, etc.

Enfin, le renforcement des capacités dans les domaines de l'hygiène/assainissement et de la lutte contre le Vih/Sida n'a pas été oublié.

Les jeunes qui ont beaucoup profité de ces formations y voient l'explication à certaines mutations positives constatées au sein des communautés :

- la maîtrise des techniques de réunion impacte positivement la gestion des OCB s'est améliorée avec le respect des procédures de convocation et de tenue des réunions, et la tenue d'archives ;
- la meilleure gestion des ressources financières de la communauté ;
- la maîtrise des techniques de passation de marché qui a permis la responsabilisation des bénéficiaires pour la mise en œuvre des microprojets : depuis l'élaboration des dossiers d'appel d'offre jusqu'à

la réception en passant par la signature des contrats, les paiements et la réception des ouvrages.

- **L'évolution des mentalités et des comportements**

L'impact du projet se traduit par un changement des comportements et des mentalités. Les rapports sociaux ont considérablement évolué tant entre les âges qu'entre les sexes.

La communication sociale en 2006 est radicalement différente de celle de 2003.

Face aux hommes (parents, maris ou frères), les femmes (épouses, jeunes filles et adolescentes) ne constituent plus une catégorie marginalisée. Elles sont non seulement dans les organes de gestion des micro projets et sous projets, mais elles y occupent d'importantes responsabilités.

Dans les villages de la région de Kolda, les jeunes sont majoritaires dans les comités de gestion. En général, tout au plus, seul, le poste de Président leur échappe au profit d'un adulte. A Koulindiala, les membres bureau du comité de gestion est constitué à plus de 60 % des jeunes. Le pourcentage est de plus de 50% à Saré bidji

Cette présence massive des jeunes dans les organes de gestion du projet dans la région de Kolda s'explique principalement par la situation contextuelle spécifique marquée par son taux d'analphabétisme élevé au niveau des adultes et des femmes.

Dans les CGMP comme les comités de gestion ou de suivi, la trésorerie est gérée par des filles qui dans certains cas occupent les postes de Trésorière et de Trésorière adjointe.

Le cloisonnement, adultes et jeunes a pris du recul. Les bénéficiaires travaillent de plus en plus en synergie. Plusieurs micro projets et sous projets sont portés distinctivement par des hommes, des femmes et des jeunes.

Certains GPF ont rompu avec leur approche « sexiste » pour s'ouvrir à des jeunes et des hommes. Cette expérience est vécue dans Koulindiala où le GIE regroupe tout le village.

Dans d'autres localités de la même région de Kolda, les sous projets réunissent toutes les populations des villages ciblés.

Cette révolution mentale se manifeste également à travers le dispositif de gestion.

Pour l'exploitation d'un sous projet de moulin à mil, les filles s'occupent des aspects financiers et les garçons font office de meuniers. Et ils travaillent tous dans une parfaite compréhension

L'exploitation des boutiques communautaires et des périmètres maraîchers dans la région de Kolda obéit à une forme paritaire de gestion entre garçons et filles.

Désormais, hommes et femmes, garçons et filles cheminent ensemble dans le cadre des activités du programme.

La forme la plus achevée de cette révolution mentale se trouve dans le développement d'une forme de d'esprit communautaire qui balaie tous les clivages pour ne manifester que l'appartenance à un seule et même communauté.

C'est ce qui fait que les micro projets ou sous projets ne sont pas conçus au profit de telle ou telle couche de la population, mais pour l'ensemble de la communauté

Les jeunes expliquent la préférence maquée pour les centres de formation polyvalent par leur souci e voire financer une infrastructure profitable à toute la communauté

La même explication vaut pour les centres de ressources communautaires. C'est pourquoi, leur approbation n'a pas posé d'objection de la part des autres couches de la population même si le micro projet a été porté par les jeunes.

Il faut rappeler que c'est au moment des EPB que les micro projets portés par les jeunes étaient souvent rejetés dans les zones rurales. C'est du moins un des constats majeurs qui avaient été faits lors de l'étude de 2003

En tant qu'espace de préparation à l'insertion socio économique des enfants exclus du système formel scolaire, le centre de formation polyvalent est perçu par les parents comme une réponse adaptée à une de leurs préoccupations. Des différentes réalisations du programme, les populations disent qu'elles ne sont pas utiles que pour les jeunes. Elles répondent également aux besoins des femmes et des adultes

C'est ce qui explique que les micro projets ou sous projets ne sont pas conçus au profit de telle ou telle couche de la population, mais pour l'ensemble de la communauté.

D'autres micro projets portés cette fois par des adultes ont répondu à la même logique. La réalisation de latrines à Guidick pour lutter contre le péril fécal est illustrative à ce propos.

D'une manière générale, les sous projets, du fait leur impact direct sur la lutte contre la pauvreté à travers la génération de revenus ont contribué plus que les micro projets à l'installation et au renforcement de l'esprit communautaire.

Le renoncement volontaire des hommes au financement au profit prioritairement des femmes à Guidick où le système de financement tournant mis en place par les jeunes de Barkédji ou encore l'acceptation des femmes de koulandiala de verser une partie des ressources du groupement du village reflètent une révolution mentale indissociable du renforcement de l'esprit communautaire.

### **L'évolution des relations de genre**

La démarche du projet intègre à tous les niveaux la dimension genre.

Tant dans la désignation des membres des instances de gestion que le choix des participants aux sessions de renforcements de capacité le genre est pris en compte. Ceci explique la place prépondérante accordée aux jeunes, aux femmes et aux handicapés.

- **Les handicapés** : ce sont eux-mêmes qui mettent l'accent sur le traitement de faveur dont ils ont fait l'objet de la part du projet.

En sa qualité de relais et membre du CTE, un jeune handicapé déclare avoir pu apprécier à sa juste valeur l'attention toute particulière portée par le programme au handicap à travers :

- le renforcement de la prise de conscience des acteurs par rapport à cette catégorie de personnes ;
- le renforcement des capacités des handicapés grâce aux sessions de formation ;
- l'offre d'espaces de sensibilisation sur la situation des handicapés qui a permis la mise en œuvre de mesures concrètes telles que la

construction de rampes pour faciliter l'accès des handicapés à certaines infrastructures ; et  
 le financement de projets spécifiques pour les handicapés avec entre autre, le centre de formation professionnelle de la Fédération Régionale des Handicapés de Kolda, le centre de formation professionnelle polyvalent de l'Association des Handicapés de Louga, le centre de formation pour handicapés de Foundiougne et le restaurant du GIE Sante Yallah des Handicapés de la même localité.

**- Les femmes :**

Elles se considèrent comme les plus ciblées pour avoir bénéficié en tant que couche vulnérable de toutes les réalisations du programme : micro projets, sous projets et sessions de renforcement des capacités.  
 Elles doivent cette forte prise en compte, moins à leur grande situation de vulnérabilité qu'à leurs fortes capacités de négociation et de mobilisation

Le forum de restitution de l'enquête de satisfaction des bénéficiaires a fait dire à un Sous Préfet, Président de séance qu'avec l'AFDS, les relations de genre ont positivement évolués.

Les femmes et les jeunes filles étaient nombreuses à la manifestation. Elles sont arrivées suffisamment tôt pour occuper les premières rangées. Elles ont pris la parole en masse pour exprimer leur opinion, quitte à prendre le contre pieds des hommes.

Malgré la longueur des travaux, elles n'ont nullement été contraintes de partir avant la clôture pour aller s'occuper de travaux domestiques. Malgré le fait que certaines d'entre elles avaient effectué le déplacement de leur village au chef lieu de la communauté rurale.

Elles n'ont manqué au cours des débats d'illustrer comment l'AFDS avait contribué à leur émancipation.

**- Les jeunes :**

La mise en œuvre des recommandations de l'étude de 2003 a permis au programme de cibler davantage son intervention en direction de la jeunesse.

Profitant de cette situation favorable, les jeunes ont bénéficié d'actions cadrant mieux avec leurs besoins spécifiques par rapport aux autres couches de la population.

A cause de leur profil scolaire et de leur rôle d'acteurs du changement social, ils ont été les plus nombreux à prendre part aux sessions de renforcement des capacités.

Au moins trente sous projets ont été financés au profit des jeunes dans les régions de Louga, Kaolack, Fatick et Kolda.

Les micro projets constitués en général de centre de formation polyvalent, de foyers socio éducatif, de centre de ressources communautaires ou de centre info jeunes ont permis de combler un réel déficit en offrant aux jeunes des espaces fonctionnels de rencontre, de formation et d'expression.

Les chantiers de réalisation des micro projets ont constitué pour les jeunes des occasions d'occuper des emplois temporaires et d'avoir des revenus.

Parmi ces acquis, le car de transport des élèves, le centre info jeune et le centre d'écoute des Jeunes et enfants travailleurs de Fatick constituent des innovations majeures.

Le centre d'écoute des jeunes et enfants travailleurs est une approche genre digne d'intérêt. Il cible une catégorie de personnes souvent marginalisées, c'est-à-dire des enfants et jeunes travailleurs, qui de surcroît sont des filles.

Cette évolution des relations de genre est la résultante de l'approche interne du projet, mais également de son action de renforcement des capacités et de sensibilisation des bénéficiaires pour une modification radicale des rapports sociaux au sein de la communauté. C'est l'efficacité de ce travail en amont et en aval qui a favorisé l'évolution des relations de genre. Car, à priori rien ne contraignait les communautés, sauf une nouvelle prise de conscience inculquée par le projet, à accorder plus d'attention aux jeunes, aux femmes ou aux handicapés.

- **Pertinence et cohérence des micro projets et sous projets**

Elles sont perceptibles dans toutes les régions. Elles traduisent une forme d'équité qui accorde une égale attention aux villes et aux campagnes et à l'ensemble des régions ciblées. Les régions centres n'ont pas été privilégiées au détriment des régions périphériques.

Du fait de sa position de région abritant la capitale, la région de Dakar n'est pas mieux dotée en projets que celle de Kolda. Ziguinchor, couverte seulement à partir de 2004, n'a non plus été reçue moins de financement au profit des jeunes.

Dans la région de Kolda, une zone comme la communauté rurale de Sarébidji a bénéficié de plus de sous projets que les villes de Kolda et Vélingara. Fatick, en tant que capitale régionale n'a pas été plus financée que la ville de Foundiougne.

Cette même logique d'équité a prévalu dans le département de Kaffrine où les financements ne sont pas allés à la seule ville, chef lieu de département. Kounguel, et les communautés rurales d'intervention du programme.

La pertinence et la cohérence se reflètent, par ailleurs dans la nature des domaines ciblés et leur complémentarité.

A priori cette pertinence peut s'expliquer par le fait que ce sont les bénéficiaires eux-mêmes qui déterminent leurs besoins que le programme ne fait que satisfaire.

Par contre, la cohérence découle surtout de la démarche structurante du programme qui consiste à mettre en interrelation les micro projets et les sous projets pour maximiser leurs chances de réussite.

La réalisation d'une infrastructure dans une localité n'est pas le fruit du hasard. Le financement d'un sous projet de boutique communautaires à Kolda et non à Dakar répond à ce souci. L'accompagnement de la création du « Djomec » dans la région de Louga et non ailleurs a favorisé la mise en place d'un réseau de SDF à travers l'ouverture des antennes de Barkédji et Gassane.

La radio communautaire de Linguère financée par le projet s'est révélée un précieux support de communication dans la lutte contre la pauvreté grâce à des actions de sensibilisation de proximité.

Dans un cadre plus large, elle contribue à la prévention des conflits notamment entre agriculteurs et éleveurs, et à l'élévation du niveau de conscience de la jeunesse face au VIH/Sida et à la violence dans le sport.

La construction du SES Bouna Aboury NDIAYE de Linguère contribue au décongestionnement de l'unique lycée de la ville et à la lutte contre la déperdition scolaire en particulier chez les filles en leur permettant de poursuivre une scolarité normale.

La pertinence de l'approche réside également dans la mise en œuvre des recommandations de l'étude diagnostic de 2003 qui avait identifié toutes les attentes des jeunes par rapport au programme.

Depuis lors, le programme inscrit son action dans la satisfaction de ces attentes. La pyramide des priorités des jeunes dégagait dans les priorités suivantes : l'emploi, l'éducation/formation, le financement d'AGR, la santé, l'eau potable et l'allègement des travaux domestiques.

L'analyse de la structure des financements du projet au moment de l'étude 2006, respecté cet ordre.

L'emploi à travers le financement d'AGR et l'éducation/formation viennent en tête en tête comme l'illustrent les écoles, centres de formation polyvalent et centres de formation professionnelle ainsi que les sous projets. Et dans une moindre mesure les centres de ressources communautaires et foyers socio éducatifs.

L'interprétation des investissements par localité confirme cette conclusion.

Les jeunes de Barkédji avaient souhaité voir leur village doter d'une infrastructure socio éducative.

Le projet leur a construit un foyer.

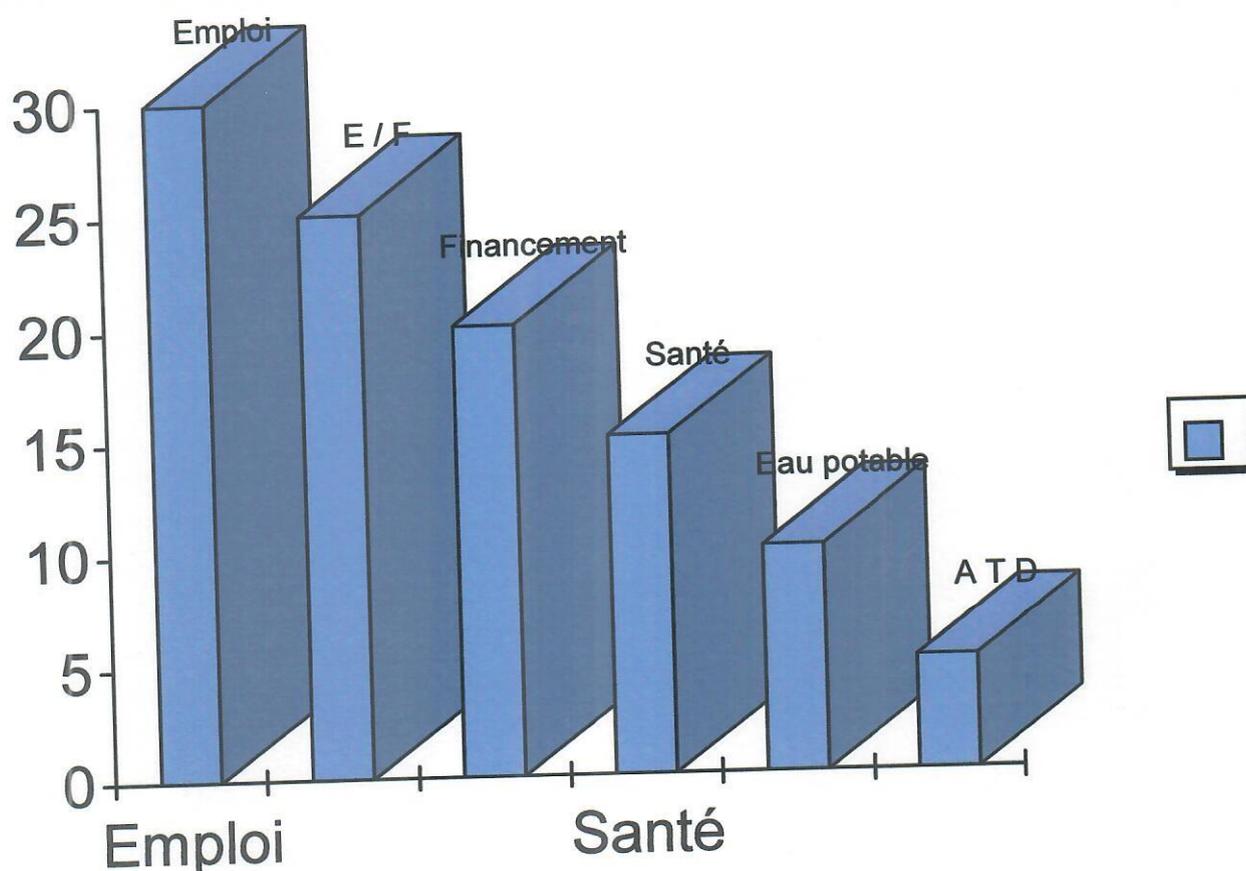
A Kougheul, la demande avait porté sur un espace de rencontre et d'animation pour les jeunes. Il y a été réalisé un centre socio éducatif.

Cette énumération aurait pu être allongée avec les centres de formation polyvalent de Vélingara, le centre de ressources communautaires de Sarébidji, le centre de formation professionnelle de la Fédération des Handicapés de Kolda, le foyer socio éducatif de Ndong Serrere, le centre de ressources communautaires de Diossong, le centre info jeunes de Fatick et le SES Bouna Alboury NDIAYE de Linguère.

Certes, toutes les demandes de 2003 des jeunes n'ont pas été satisfaites. Mais l'ampleur des réalisations atteste des efforts considérables déployés par le programme pour faire reculer la pauvreté notamment au sein de la jeunesse.

N'eut été la clôture prématuré, il aurait pu renforcer ce bilan déjà jugé élogieux par les jeunes, d'autant qu'au moment de l'étude, des micro projets déjà approuvés étaient dans l'attente d'être mis en œuvre.

**Tableau d'expression des besoins des jeunes de l'étude 2003**



**NB : E/F : Education/Formation,**  
**ATD : Allègement des travaux domestiques**

Les autres besoins exprimés par les jeunes peuvent être reliés à ces priorités en ce qu'ils touchent au renforcement de capacités

### • L'impact institutionnel

De l'avis général, le projet a marqué les esprits par sa démarche transparente faite de totale responsabilisation des bénéficiaires. Dans tout le processus de mise en œuvre des activités, les communautés se sont senties responsabilisées et placées au cœur du dispositif :

- Les bénéficiaires identifient leurs besoins et les soumettent au projet qui les approuve sans pouvoir les remettre en cause.
- L'approbation est notifiée aux communautés qui procèdent à l'ouverture d'un compte dans lequel, le projet vire le financement après la mise en place de l'apport de 5% du coup global du micro projet et/ou du sous projet.
- Dès cet instant, seuls les bénéficiaires habilités à manipuler les ressources sur la base la base du budget élaboré à cet effet.

Cette exigence de bonne gestion est davantage perceptible dans le cadre de la réalisation des micro projets où ce sont les bénéficiaires eux-mêmes qui, grâce aux formations reçues :

- préparent les marchés ;
- lancent les appels d'offres ;
- font le dépouillement ;
- désignent l'entreprise adjudicataire ;
- signent les contrats ;
- supervisent les travaux ;
- procèdent aux décaissements nécessaires selon le niveau d'exécution des travaux ;
- réceptionnent les ouvrages ; et
- procèdent à la mise en service de l'infrastructure.

Cette forme de responsabilisation est présentée par les populations non seulement comme une marque de bonne gouvernance, mais une 1<sup>ère</sup> dans l'histoire des projets qui les ont toujours marginalisé en pensant et agissant à leur place.

Les jeunes ont été particulièrement sensibles à cette démarche de rupture du projet vis à vis des communautaires en général et à l'endroit de la jeunesse en général.

La responsabilisation a conféré au projet confiance et crédibilité dont l'impact est de loin plus important que celui des micro projets et des sous projets.

Ceci explique le niveau d'adhésion et d'appropriation des jeunes au point qu'ils ont tenu presque partout à mobiliser eux-mêmes de l'apport de 5%, en se cotisant ou en faisant des quêtes, plutôt que de solliciter l'intervention des collectivités (Mairie, communauté rurale ou conseil régional). C'est seulement dans des localités très pauvres et face à des situations de blocages que des subventions ont été sollicitées.

Les jeunes interprètent cet engagement comme l'expression achevée d'adhésion et d'appropriation qui fait qu'ils considèrent les micro projets et sous projets comme des bien des communautés et non ceux du projets. Cet état d'esprit est vérifiable à travers le soin avec lequel, ils s'occupent de l'entretien des infrastructures.

Tous les édifices visités étaient dans un état de propreté total.

C'est cette même responsabilisation qui explique la qualité des infrastructures réalisées dans le cadre des micro projets.

En leur faisant confiance pour passer les marchés, les jeunes se sont sentis assez responsabilisés pour mettre en avant des critères de bonne gestion dans la sélection des entreprises.

Cette transparence est symbolisée selon les jeunes par la malle d'archivage mise à leur par le programme, et où sont stockés tous les documents administratifs, y compris les pièces comptables. Les malles ont la particularité de disposer de trois clés détenues par le Président, le, la Trésorier (ère) général(e) et (la) Secrétaire du comité de gestion.

Le fait que chacun de ces acteurs détienne sa clé et peut accéder à tout moment aux informations financières est un gage de transparence. Aucune malversation ne peut être faite par un membre du comité de gestion à l'insu des autres. Ce dispositif n'est pas étranger à la bonne gestion des micro projets et des sous projets.

#### • Les sous projets

La conjonction de la responsabilisation, de la confiance et de la crédibilité impacte positivement la qualité de la gestion des sous projets. Les financements mobilisés par le programme dans le cadre des AGR ne sont pas des prêts. Mais les jeunes se font un point d'honneur de reconstituer le capital ainsi mis à leur disposition pour permettre aux autres membres des GIE constitués à cet effet de bénéficier à leur tour de financements.

Dans des localités comme Barkédji et Guitick, c'est cet état d'esprit qui a permis l'accès d'un plus grand nombre de bénéficiaires au crédit. A cette date aucun mauvais payeur n'a été identifié parmi les jeunes.

Les rares retards de remboursement constatés par endroits ont été rapidement réglés grâce à la concertation et la sensibilisation. L'unique contrainte rencontrée dans la gestion d'une boutique communautaire a été résolue par la même démarche.

#### • Les réseaux de jeunes relais

Le programme a réussi à mettre en place dans toutes les régions, des réseaux de jeunes relais qui se sont investis bénévolement dans l'implantation et la consolidation. Grâce au renforcement de leurs capacités, les relais se sont révélés de véritables têtes de pont du projet sur le terrain. Ils ont joué un rôle irremplaçable dans la démultiplication de la formation des bénéficiaires et la diffusion de l'information.

Forts de cette expérience et de ce statut, les relais se sont préparés à la clôture du projet et à la pérennisation des acquis.

Dans la région de Kaolack, ils se sont constitués en ARECADE qui ambitionne d'oeuvrer à la pérennisation des acquis.

Issue des communautés, l'ARECADE s'est déjà positionnée sur le terrain est acceptée comme telle par toutes les parties prenantes. Certaines activités du projet lui ont été déjà transférées. Par ailleurs, les communautés font recours à elle pour surmonter certaines difficultés inhérentes à la gestion des micro projets et des sous projets. A Kaolack, l'ARECADE est investie désormais du pouvoir de donner les avis de non objection. Elle s'acquitte déjà de cette nouvelle mission à la satisfaction des communautés. Mais mieux que cela, elle est mise à contribution pour accompagner les organisations communautaires de base dans leurs actions de pérennisation des acquis ou de finalisation des activités préparatoires à la clôture du projet.

La même dynamique est enclenchée dans les autres régions où les relais sont en concertation poussée pour se constituer en réseau structuré à l'image de celui de Kaolack

- **L'impact sanitaire**

La réalisation de latrine dans un village de la région de Louga a permis de mener une lutte efficace contre les maladies diarrhéiques.

De même la dotation de certaines localités enclavées en « charrette ambulance » a contribué au dispositif sanitaire existant système. Ces moyens de locomotion ont facilité l'achat de médicament, le transfert de malades et les déplacements des Agents de Santé Communautaire ou de l'Infirmier Chef de Poste (ICP).

C'est à la lumière de tous ces acquis et des enseignements tirés par les bénéficiaires en particulier les jeunes de la mise en œuvre du programme, que sont faites les recommandations de l'étude.

## IV - RECOMMANDATIONS

La réalisation de l'étude coïncidant avec la clôture du projet ne remet pas en cause la pertinence de faire des recommandations.

L'analyse comparative des résultats de la mission de 2003 et celle de 2006 met en évidence la forte implication de la jeunesse dans la mise en œuvre du projet.

Les jeunes n'ont pas manqué d'exprimer leur inquiétude face à la clôture imminente du projet

**C'est pourquoi, à défaut de proroger le projet pour couvrir les dix ans initialement prévus, de maintenir le dispositif ainsi mis en place au profit de la jeunesse dans le cadre des activités du PNDL appelé à prendre le relais.**

L'appropriation du projet par les jeunes et leur niveau d'adhésion traduit la pertinence des stratégies et activités.

**Par conséquent tous ses acquis mériteraient d'être capitalisés par le PNDL, pour éviter un recommencement préjudiciable à la lutte contre la pauvreté**

**La crédibilité du projet est telle au près des bénéficiaires que, son personnel devrait l'accompagner pour faciliter l'implantation du PNDL.**

L'approche participative et de responsabilisation du projet est perçue par les communautés comme une rupture constitue un acquis sur lequel il sera difficile voire impossible de revenir sans entraîner un conflit. D'ailleurs les bénéficiaires disent clairement qu'ils ne travailleront avec aucun autre programme en dehors de la démarche développée par Le projet

Cette déclaration qui sonne comme une profession de foi ne doit pas être prise à la légère.

**C'est pourquoi, cette approche participative et de responsabilisation dans laquelle se reconnaissent les communautés doit être capitalisée au même titre que tous les autres acquis du programme.**

Le genre a constitué une préoccupation du projet à son démarrage pour favoriser la prise en compte de tous les groupes cibles, notamment ceux dits vulnérables.

**Il est pertinent de mesurer dans le rapport final de clôture de l'AFDS le niveau de prise en compte de chaque cible, en faisant ressortir la clé de répartition des ressources affectées.**

Les jeunes assimilent le projet à une révolution qui plus que dans les infrastructures a investi dans les consciences. C'est ce qui a fait son originalité et sa pertinence, et le différencient des autres.

**Pour pérenniser dans la mémoire collective et éviter de laisser un goût d'inachevé, le projet devrait s'atteler à la mise en œuvre des micro projets et sous projets avant la clôture. D'autant plus que plusieurs de micro projets et sous projets ciblent des jeunes.**

Au cours des discussions, les bénéficiaires ont beaucoup insisté sur la pérennisation. Mais le plus souvent, ils n'ont pas encore défini de stratégies à cet effet.

**En vu d'éviter que tant d'investissements et d'efforts ne soient perdus rapidement, le programme devrait mettre en œuvre une stratégie de renforcement des capacités des communautés pour la pérennisation. Cette initiative pourrait être confiée aux réseaux des relais communautaires déjà existants à Kaolack et en voie de constitution dans les autres régions.**

La qualité et le nombre des infrastructures réalisées dans les différentes localités en font des espaces fonctionnels qui pourraient abriter diverses activités initiées par des membres de l'Etat ou des acteurs de la société civile.

En procédant à la vulgarisation/promotion des infrastructures, le programme pourrait offrir par là une perspective de pérennisation.

**En effet, diverses activités pourraient être abritées par ces infrastructures qui sont à l'actif du programme : sections de formation au profit des jeunes, campagnes de déclaration des naissances, activités de conseil en matière de santé de la reproduction des jeunes, etc.**

Les réseaux des jeunes relais constituent un des plus importants acquis qui peuvent être laissés en héritage aux communautés.

**C'est pourquoi, le programme devrait appuyer et accompagner leur processus d'organisation pour qu'ils puissent survivre plus facilement à la clôture du projet.**

**Eu égard au niveau de satisfaction des jeunes, le programme devrait documenter son expérience, notamment en matière d'implication de la jeunesse, pour en former les hautes Autorités du pays, les partenaires au développement, et pourquoi pas la partager avec d'autres pays.**

**L'approche de l'AFDS en matière de responsabilisation des communautés dans la gestion des ressources financières s'est révélée pertinente.**

**Pour favoriser sa diffusion auprès des autres projets et programmes comme une bonne pratique en matière de bonne gouvernance, elle pourrait être documentée et communiquée aux corps de contrôle de l'Etat (IGE, Cour des comptes, etc.)**

**Dans le même ordre d'idées, le dressage de la cartographie des infrastructures de jeunesse pour jeter les bases d'un partenariat entre le Ministère qui en charge la jeunesse et les bénéficiaires devrait être envisagé.**

**De manière plus générale, il s'avère nécessaire de convenir avec les départements ministériels et les collectivités locales, la signature d'une convention de transfert dans leur patrimoine des infrastructures réalisées. Mais une telle démarche ne devrait aucunement conduire à la déresponsabilisation des communautés ou de leur exclusion de la gestion.**

**Dans la dynamique de ces multiples réalisations, le programme a déjà approuvé des micro projets et sous projets dont les bénéficiaires sont généralement des jeunes qui attendent avec beaucoup d'espoir la concrétisation.**

**Afin de ne pas décevoir un tel espoir. Le programme devrait tout mettre en œuvre pour respecter cet engagement, et «éviter ainsi tout risque de goût d'inachevé de son élogieux bilan.**

**En définitive la capitalisation et la pérennisation des acquis du programme en matière de promotion de la jeunesse constituent deux enjeux majeurs que prennent en charge ces recommandations et que le programme devrait s'évertuer à mettre en œuvre avant sa clôture.**

## CONCLUSION

Le Fonds de Développement Social s'est révélé être un projet qui, par ses réalisations, a contribué à l'atteinte des objectifs de la politique de jeunesse du pays, y compris dans ses aspects les plus innovants et clairement énoncés par les documents de la Lettre de politique de développement du secteur Jeunesse et le Programme national de promotion de l'Emploi des jeunes au Sénégal.

La dotation de localités qui en était dépourvues d'infrastructures socio éducatives et sportives (foyers, centres polyvalents, centres de ressources communautaires, etc.) permet de combler le déficit de l'offre de formation de sections de formation des CDEPS avec la fermeture des sections qui ont constitué pendant longtemps le principal réceptacle pour la récupération des jeunes qui n'ont pas réussi à poursuivre une scolarité normale.

Conformément aux objectifs qu'il s'était fixé, il fait reculer la pauvreté aussi bien dans les villes qu'en zone rurale. C'est du moins l'avis des bénéficiaires qui estiment, toutes couches confondues, que le projet était intervenu plutôt, la pauvreté n'aurait pas connu une croissance aussi rapide dans le pays. En même temps, ils regrettent la clôture prématurée qui risque de laisser un grand vide sur le terrain de la lutte contre la pauvreté malgré le démarrage imminent annoncé du Programme National de Développement Local.

Ce sentiment est le mieux partagé non seulement dans de l'ensemble des zones d'intervention du projet, mais également au niveau de toutes les populations cibles.